http://www.lepoint.fr/chroniqueurs-du-point/jean-guisnel/comment-les-democraties-fabriquent-leurs-ennemis-13-09-2011-1372758_53.php

Comment les démocraties fabriquent leurs ennemis

Le Point.fr - Publié le 13/09/2011 à 13:07 - Modifié le 13/09/2011 à 15:26

Dans un livre fouillé et iconoclaste, Pierre Conesa explique pourquoi les ennemis sont si utiles pour "souder une nation, asseoir sa puissance, occuper son secteur militaro-industriel".

Pierre Conesa, ancien de la Délégation aux affaires stratégiques du ministère de la Défense et de la CEIS (Compagnie européenne d'intelligence stratégique), est un penseur original sur les affaires militaires. Ce professeur à Sciences-Po revient dans son dernier ouvrage (1) sur ce qu'il appelle la "fabrication de l'ennemi", c'est-à-dire la manière dont les États se représentent la figure fort utile, pour la politique intérieure, de l'adversaire combattu les armes à la main. Dans sa préface, le sociologue Michel Wieviorka trouve que Pierre Conesa "y va parfois un peu fort". Raison de plus pour voir avec lui de quoi il retourne. Interview.

Le Point : Dans votre dernier ouvrage, vous dressez une galerie d'ennemis "fabriqués" : le "péril jaune", la "perfide Albion", le "complot judéo-maçonnique des ploutocrates", ou "l'axe du Mal" de George W. Bush. Placez-vous Muammar Kadhafi parmi eux ?

Pierre Conesa : Mon raisonnement s'applique plus à la "guerre globale contre le terrorisme et la prolifération" qui est l'exemple même de guerre inventée par les stratèges du Pentagone. Kadhafi présente l'avantage de réunir toutes les caractéristiques d'un bon ennemi : régime dictatorial et policier, personnalité psychotique, soutien au terrorisme, orateur délirant... et évidemment perturbateur régional. Cela dit, quand on voit la rapidité avec laquelle Kadhafi a rétrogradé du statut de chef d'État ami à dictateur sanguinaire, on a le droit de se dire que ce n'est pas l'homme qui a changé, mais le regard porté sur lui. On peut faire la même analyse sur Saddam Hussein, ou sur d'autres dictateurs bien tolérés, puis soudainement damnés. Aujourd'hui, le cas iranien est le plus intéressant : ce pays est moins islamiste que l'Arabie saoudite ou le Pakistan, fait moins de prosélytisme, a fourni moins de terroristes que ces deux charmants pays, s'adonne moins à la prolifération nucléaire qu'Israël ou le Pakistan, n'a pas caché Ben Laden comme le Pakistan... mais c'est Téhéran l'ennemi !

Vous écrivez que "la violence contre l'ennemi reconstitue l'unité du groupe et/ou l'unité nationale". Appliqueriez-vous cette formule aux conflits dans lesquels la France est engagée ou l'a été récemment (Afghanistan, Côte d'Ivoire, piraterie) ?

J'ai voulu mener une réflexion générale sur les mécanismes de la réflexion stratégique. À la différence des dictatures, dans les démocraties, quand on veut faire une guerre, elle doit être "démocratique", c'est-à-dire qu'il faut avoir convaincu l'opinion. La rapidité avec laquelle l'Otan s'est engagée en Afghanistan pour lutter contre le terrorisme, mal qu'il faut combattre par la police, les services de renseignements et la coopération internationale, démontre qu'il était plus

médiatique et populiste de déclencher une guerre publique contre des ennemis aussi "parfaits" que l'étaient les talibans qu'une guerre secrète.

Pour le cas de la France en Afrique, je ne vous apprendrai rien en vous disant que l'opération Licorne destinée à mettre au pouvoir le vainqueur des élections ne doit pas faire oublier les multiples interventions militaires passées avec chaque fois un argumentaire "stratégique" totalement artificiel. Par exemple, Paris, depuis près de 50 ans, ne cesse de résoudre la crise du Tchad (présenté comme un "verrou stratégique") avec, à chaque fois, les mêmes personnages, alternativement démocrates ou usurpateurs (Idriss Déby, Goukouni Oueddei, Hissène Habré...).

La piraterie relève d'une autre logique. La piraterie a débuté au large des côtes de la Somalie, pour attaquer les flottes de pêche, notamment asiatiques, qui pillaient les ressources halieutiques impunément. Ensuite, c'est devenu une activité mafieuse (enlèvements, détournements de cargos...). Le phénomène risque de se reproduire dans toutes les régions de pêcheurs appauvris faute d'État protecteur. Lutter contre la piraterie sans résoudre cette question, c'est présenter le problème à l'envers. L'intervention européenne Atalante est plus une opération de police internationale qu'une guerre.

"Nous sommes entrés dans l'époque de l'ennemi médiatique", écrivez-vous. Est-ce bien nouveau ? La figure de l'ennemi n'est-elle pas de tout temps une construction intellectuelle destinée à édifier les opinions publiques ?

C'est exact, dans tous les conflits menés par les démocraties depuis le milieu du XIXe siècle, la presse a joué un grand rôle et l'influence des chaînes de Rupert Murdoch dans le déclenchement de la guerre d'Irak en est l'exemple le plus récent. Ce qui me paraît nouveau dans les conflits actuels sans enjeu stratégique réel, c'est l'influence belliciste que jouent trois catégories sociales que sont les "intellectuels médiatiques" - j'entends par là ceux qui occupent les colonnes des journaux tous les jours -, les diasporas et les humanitaires dans un paysage stratégique qui se caractérise par l'absence d'ennemi mortel. Dès lors, sur les quelque quatre cents crises recensées par exemple dans un ouvrage comme *Mondes rebelles*, comment se fait le choix d'isoler telle ou telle crise, sachant que le journal télévisé par exemple ne peut traiter qu'une, voire deux crises, pas plus ! Les critères de choix sont médiatiques : chef charismatique, uniforme combattant reconnaissable, images, problématique simple et argumentaire compréhensible, et surtout "bon ennemi"... Faute de ces caractéristiques, le conflit n'intéresse pas : la crise du Congo est le conflit le plus meurtrier depuis la Seconde Guerre mondiale, mais il n'obéit pas à ces canons, et donc n'est pas médiatique. Les démocraties se retrouvent parfois engagées dans des conflits qui ne présentent plus d'enjeux stratégiques, mais sont médiatiques comme le fut l'intervention "Restore Hope" en Somalie en 1993 pour sauver des populations affamées par des chefs de guerre. On inventa le concept de "droit d'ingérence" militarisé. Aujourd'hui, on n'en parle plus alors que la situation est la même. C'est une diplomatie guerrière de l'émoi ! Certains intellectuels, qui ne font plus de philosophie, sont devenus spécialistes de toutes les crises internationales et sont capables de pousser le pouvoir à décider un engagement des forces armées.

On pensait que les choses avaient un peu évolué... Mais vous estimez que les guerres actuelles ne valent d'être médiatisées que s'il est possible d'"exposer une cause bipolaire dans laquelle les victimes sont pures et les méchants impurs". Pouvez-vous préciser ?

Oui, quand les enjeux stratégiques ne sont pas eux-mêmes suffisamment convaincants, soit parce que la crise est loin de nos frontières, soit parce que les causes du conflit sont trop complexes, soit parce que l'opinion ne ressent pas l'enjeu, etc., le choix international est fait sur la dimension médiatique du conflit. Prenons le cas du Tibet. On ne conteste pas le droit des Tibétains à leur indépendance, et la puissance occupante est la Chine, parfait "ennemi" en ce moment. Le dalaï-lama est la figure symbolique de la lutte, mais il s'agit en l'espèce d'un homme qui est considéré par sa communauté comme "Dieu Vivant sur terre", héritier d'une des théocraties les plus arriérées de la planète. Il a été fait citoyen d'honneur de la Ville de Paris, capitale du pays de la laïcité, au moment où le Parlement votait la loi interdisant les signes religieux dans l'espace public. À l'inverse, la Tchétchénie est une crise grave dans laquelle la brutalité des troupes russes et des forces de Kadyrov s'oppose à celle des islamistes locaux (qui ont quand même osé attaquer une école primaire à Beslan !), le bien et le mal sont difficilement détectables, et l'on s'en désintéresse. On aurait tout aussi bien pu prendre le cas de l'Irlande du Nord, le plus ancien conflit d'Europe, dernière colonie sur le continent, mais Londres est un allié, donc on a considéré que c'était une crise intérieure !

(1) Pierre Conesa, *La fabrication de l'ennemi, ou comment tuer avec sa conscience pour soi*. Robert Laffont, 365 pages, 21 euros, ISBN : 9782221126783